

Pistes de correction DS n°3 Économie-Sociologie-Histoire
Le mercredi 13 décembre 2018

SUJET 1 : Comment expliquer le décollage économique de l'Angleterre ?

Introduction

Cadrage spatio-temporel : fin du 18^{ème} – début du 19^{ème} en Angleterre

Accroche sur le monde enfermé dans la trappe malthusienne pendant des siècles et des siècles et l'Angleterre qui en sort au 19^{ème}.

Définition des termes principaux : décollage économique comme croissance économique soutenue sur la longue période permettant la hausse conjointe du niveau de vie et de la population.

Problématisation : Qu'est-ce qui a permis à l'Angleterre de sortir de la trappe malthusienne au 19^{ème} siècle ? Autrement dit, que s'est-il passé au 19^{ème} siècle en Angleterre pour que s'institue une croissance économique soutenue et durable qui rompt avec la dynamique antérieure ? Il s'agira bien entendu de présenter l'impact de la révolution industrielle mais comment peut-on expliquer que cette révolution industrielle ait pris naissance en Angleterre et pas ailleurs ? A partir du 19^{ème} siècle et pas avant ? Pour répondre à ces deux dernières questions, il est indispensable de réfléchir sur les causes profondes du décollage anglais, à savoir les spécificités des institutions économiques et politiques anglaises. Quelles sont donc les caractéristiques des institutions économiques et politiques anglaises qui ont permis l'émergence d'une forte dynamique de croissance ?

Proposition de plan

1 – Le décollage économique anglais : une révolution technologique

A – Le décollage anglais repose sur l'introduction d'innovations à portée générale dans l'économie

Arg1 : reprise du modèle de **Malthus** fondée sur la **loi des rendements décroissants** du capital naturel pour montrer le caractère limité de la croissance économique uniquement fondée sur l'accumulation de facteur (vous pouvez aussi recourir au **modèle de Solow** dans lequel c'est le **capital physique** qui se heurte à la loi des rendements décroissants => cf. l'état stationnaire). Il faut rappeler ici que le TCAM du niveau de vie mondial selon **Angus Maddison** est proche de 0 % de l'an 0 jusqu'au 18^{ème} siècle. Les **théories de la croissance endogène (modèle de Romer et modèle Aghion-Howitt)** nous apprennent que la seule manière de sortir de cet état stationnaire consiste à améliorer la combinaison des facteurs de production (améliorer la manière dont on utilise les facteurs). C'est cette amélioration de ce que les économistes appellent la **Productivité Globale des Facteurs (PGF)** qui génère des rendements d'échelle croissants permettant de dépasser les rendements factoriels décroissants associés au capital naturel et au capital physique. Le **progrès technique** à savoir l'accumulation de **capital technologique** est une des sources principales de l'accroissement de la PGF : en permettant le déplacement de la **frontière technologique**, la production est considérablement stimulée. Or, à la fin du 18^{ème} et au début du 19^{ème} apparaissent des innovations très importantes que les économistes qualifient d'**innovations majeures ou d'innovations à portée générale** (elles peuvent se décliner en applications dans de nombreux secteurs de l'économie) : ce sont les innovations dans le secteur du textile (machines à tisser et machines à filer) et la machine à vapeur.

Arg2 : A la fin du 18^{ème}-début du 19^{ème} siècle, de nombreux **entrepreneurs**, pour reprendre les termes de **J. Schumpeter**, introduisent des innovations importantes dans l'économie en vue d'obtenir des **rentes de monopole**. Il faut citer ici les entrepreneurs du secteur textile d'une part à l'image de **S. Crompton** qui accroît considérablement la production de fil grâce à l'**innovation de procédé** que représente la *mule jenny*, un nouveau type de métier à filer (années 1770) ou bien encore **R. Cartwright** avec le métier à tisser ; et d'autre part **James Watt** qui a créé la **machine à vapeur**. Ces innovations stimulent considérablement la productivité via deux effets : un **effet de rationalisation** (et un **effet pro-concurrentiel** (le processus de **destruction créatrice** fait disparaître les firmes les moins performantes si ces dernières n'adaptent pas leurs méthodes de production).

En tant que connaissance nouvelle, l'innovation constitue un bien très particulier ; c'est un bien **non rival** et **non excluable (bien collectif)** qui de plus est **cumulatif** (les connaissances accumulées permettent de forger de nouvelles connaissances). Du fait de ces spécificités, l'innovation génère des **externalités positives** favorables à la croissance. Concrètement, cela signifie que les innovations à portée générale vont donner naissance à un grand nombre d'**innovations incrémentales**, c'est-à-dire l'application d'une connaissance nouvelle à un secteur particulier : par exemple, la machine à vapeur va trouver des applications dans le secteur industriel pour actionner les différents métiers à filer ou à tisser (en 1785, **E. Cartwright** invente le **métier à tisser mécanique à vapeur**) de l'industrie textile (en 1830, l'Angleterre compte 30 000 machines à vapeur à vocation industrielle et 2 millions en 1880), dans le secteur des transports avec la locomotive à vapeur (qui nécessite la construction de lignes de chemin de fer et stimule l'industrie sidérurgique) ou le bateau à vapeur qui remplace le bateau à voile, etc. Bref, l'**innovation** apparaît en grappes, elle **se diffuse dans l'économie** et stimule considérablement la croissance économique en générant de **nombreux besoins nouveaux garants de fortes rentes** pour les entrepreneurs-innovateurs qui les incitent à investir et à prendre des risques.

B – Ces innovations à portée générale modifient les structures de l'économie anglaise de telle manière que la croissance économique devient forte et auto-entretenu

Cette partie repose sur l'idée que les différentes formes de capital (capital physique, capital humain, capital technologique, capital public) à la source de la croissance économique interagissent pour impulser une dynamique autoentretenu de croissance

Arg1 : Il s'agit de montrer que la révolution industrielle, en **élargissant la taille des marchés, incite les agents économiques à fortement investir dans le capital physique et technologique**. La forte croissance de l'Angleterre au 19^{ème} siècle (relativement à celle qu'elle connaissait auparavant) repose sur le déplacement de la frontière technologique à travers des innovations majeures, des innovations à portée générale. Elle débouche sur une hausse conjointe du niveau de vie (PIB/habitant) et de la population ce qui **élargit** considérablement **les marchés**. Pour les entrepreneurs, c'est une très **forte incitation à investir et à innover** puisque cet **élargissement du marché** accroît la rente qu'ils retirent de leurs investissements. La révolution technologique que représente la machine à vapeur permet également de réduire **les coûts de distance** : la première ligne ferroviaire régulière est ouverte en 1825, elle relie Liverpool (ville portuaire où arrive le coton) à Manchester (ville industrielle) et une traversée régulière en 8 jours entre Londres et New-York est inaugurée en 1838. La **révolution des transports** accroît elle aussi la taille du marché et renforce l'incitation à investir. Cet accroissement de la taille du marché soutient aussi la dynamique de croissance économique en favorisant la **spécialisation** gage de forts **gains de productivité**. (**Adam Smith – Recherches**

sur la nature et les causes de la richesse des nations, 1776 – le degré de spécialisation est positivement corrélé à la taille des marchés et permet des gains de productivité en augmentant l’habileté, en stimulant l’innovation et en réduisant les pertes de temps dans l’activité). Vous pouvez ici mobiliser l’exemple de l’émergence des premières très grandes usines. Par exemple Richard Arkwright fonde à proximité de Manchester une immense usine textile dans laquelle travaille 5 000 ouvriers dans les années 1780. C’est la fin du temps où les paysans réalisaient à leur domicile, en parallèle de leur activité agricole, des tâches de tissage pour des marchands du textile (**passage du domestic au factory system** que nous aborderons dans les chapitres consacrés à l’analyse de l’entreprise). A l’intérieur de cette grande entreprise, la productivité est très forte d’une part parce que les tâches sont divisées entre les ouvriers et d’autre part parce que le processus de production est fortement mécanisé et repose sur la machine à vapeur.

Arg2 : Il s’agit de montrer que la croissance économique permise par l’accumulation de capital technologique a été favorable à l’**accumulation de capital humain** qui est un facteur explicatif important de la croissance de la PGF et donc de la croissance de long terme.

Esther Boserup (*Evolution agraire et pression créatrice*, 1965) estime que l’accroissement démographique permis par la croissance économique a été facteur de **pression créatrice** dans le secteur agricole, pression qui a favorisé le passage à une agriculture plus intensive (nouvelles techniques de rotation des cultures qui évitent la jachère par exemple : le système **de Norfolk**) permettant d’augmenter la production agricole par tête et de réduire les prix des biens agricoles. Cet accroissement de la productivité agricole est renforcé par les biens de production que peuvent désormais fournir les nouveaux secteurs de l’économie (charrue en métal par exemple). Selon **Angus Deaton** (*La Grande Evasion*, 2016), la croissance économique du 19^{ème} siècle a progressivement permis l’amélioration de la nutrition des populations libérant le développement cognitif et physique ce qui se traduit par une plus grande force productive et un impact positif sur la croissance économique¹.

De concert avec l’amélioration du niveau de vie et des progrès dans l’agriculture, l’**accumulation de capital public** en Angleterre dans la deuxième partie du 19^{ème} siècle a été essentielle pour renforcer la composante santé du capital humain qui avait été mise à mal par la concentration d’un très grand nombre d’individus dans de grandes villes industrielles. A. Deaton (PN 2015) relate ainsi qu’il y avait par exemple plus de latrines publiques dans la Rome antique qu’à Manchester à l’époque de la révolution industrielle. Ce même auteur souligne que les **progrès de la connaissance microbienne** (progrès technique) ont poussé les pouvoirs publics à ériger des dispositifs d’hygiène publique pour éviter la diffusion des maladies dans les villes où se concentrent désormais un très grand nombre de personnes. Il prend l’exemple de l’assainissement de l’approvisionnement en eau dans la ville de Londres au 19^{ème} siècle.

La hausse couplée de l’espérance de vie et des rendements des activités économiques a très fortement augmenté l’**incitation à investir** dans le **capital humain**. Selon **Gary Becker** (PN 1992), les agents économiques ont progressivement fait évoluer leur **choix de fécondité**. Ils font moins d’enfants pour garantir à leur progéniture moins nombreuse une meilleure éducation qu’elle pourra rentabiliser dans l’Angleterre qui s’industrialise. Toutefois, l’accumulation de **capital public** pour favoriser le développement du capital humain prendra beaucoup de temps puisque les écoles publiques élémentaires pour les enfants de 5 à 13 ans ne seront instituées que vers les années 1870 et deviendra obligatoire qu’à partir de 1880. Il

¹ On peut ici faire remarquer que les gains de productivité dans l’agriculture ont permis le développement de l’industrie en permettant le déversement de la main d’oeuvre depuis le secteur primaire jusqu’au secteur secondaire.

faut souligner les effets positifs sur la productivité de ces investissements (notamment les externalités positives qu'ils génèrent) mais aussi ses conséquences positives sur l'accumulation de capital technologique. L'historien de la croissance, **Joel Mokyr** (*La culture de la croissance*, mars 2019), affirme que si la révolution industrielle a eu lieu en Angleterre c'est surtout parce que les **artisans anglais étaient plus qualifiés** et donc plus à même de s'approprier les technologies issues des développements scientifiques.

La diffusion dans l'économie de **capital physique** incorporant les nouvelles connaissances est favorable à l'amélioration du **capital technologique** et du **capital humain** à travers un effet de « **learning by doing** » mis en évidence par **Paul Romer** (PN 2018) dans un modèle de croissance endogène fondée sur l'accumulation de capital physique datant de 1985. Vous pouvez citer l'exemple donné par A. Smith de l'amélioration d'une machine à feu par un enfant en charge d'ouvrir et de refermer un clapet qui avait trouvé une méthode pour que cela se fasse automatiquement.

2 – Les causes profondes du décollage économique anglais : des institutions économiques et politiques inclusives

A – Les institutions économiques inclusives : la condition permissive du décollage

Selon **Douglass North** (PN 1993), les **institutions** se définissent comme les contraintes humaines qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales. Elles consistent à la fois en des contraintes informelles (sanctions, tabous, coutumes, traditions et codes de conduite), et des règles formelles (constitutions, lois, droits de propriété). Pour **D. Acemoglu et J. Robinson** (*Prospérité, puissance et pauvreté*, 2015), les institutions économiques sont les règles qui influencent la marche de l'économie et qui poussent les agents économiques à agir. Ces deux auteurs qualifient les **institutions économiques d'inclusives** lorsqu'elles permettent et favorisent la participation de la plupart des citoyens aux activités économiques en tirant le meilleur parti de leurs talents et leurs compétences. Elles présentent les caractéristiques suivantes : i) Protection de la propriété privée ; ii) Système judiciaire impartial ; iii) services publics offrant un espace où pratiquer des échanges ; iv) lutte contre les barrières à l'entrée ; v) services publics permettant aux AE de développer leurs capacités. Au contraire, si les institutions économiques visent à extraire les revenus et les biens de certaines couches de la société pour les transférer vers une autre couche, ils les qualifient d'**extractives**. Elles se caractérisent alors par i) une mauvaise protection des droits de propriété ; ii) une insuffisance des services publics : éducation, espace dévolu aux échanges, iii) des barrières à l'entrée

Arg1 : L'Angleterre amorce précocement son décollage en comparaison de pays comme la France ou l'Espagne. **Douglas North** explique cette précocité par les différences institutionnelles entre l'Angleterre et des pays comme la France et l'Espagne. La France et l'Espagne se caractérisent par un faible respect des droits de propriété et un grand nombre de monopoles que l'État accorde contre rémunération à des acteurs privés. Ces caractéristiques institutionnelles sont peu favorables à l'innovation et à la croissance. Si un agent économique craint d'être exproprié, il n'investira pas. Si un agent économique est protégé de la concurrence par un **monopole légal** (c'est-à-dire accordé par le pouvoir politique), il ne sera pas incité à innover comme le montrent bien les travaux de **Howitt et Aghion** sur le **lien entre concurrence et innovation**. L'économie pâtira donc du **pouvoir de marché** dont bénéficie le détenteur du monopole parce qu'elle se verra imposée des prix élevés, une qualité faible, peu d'innovation et une faible diversité des produits. Par ailleurs, les agents économiques dans un tel cadre institutionnel auront tendance à gâcher les ressources dans des disputes pour s'approprier les **rentes** associées au monopoles légaux,

conflit qui amoindrit la croissance. Les (més)aventures de Denis Papin relatées par D. Acemoglu et J. Robinson éclairent à merveille les effets nocifs des institutions extractives sur l'innovation et la croissance économique. En 1679, **Denis Papin** élabore le premier moteur à vapeur (près de 100 ans avant James Watt). En 1705, son invention lui permet de motoriser un bateau qu'il va utiliser pour descendre une rivière. Toutefois la navigation sur cette rivière relève du monopole d'une guilde de bateliers qui perçoit ce nouveau type de locomotion comme un danger pour leur intérêt économique. Quand **Denis Papin** les croise, ces derniers détruisent son moteur à vapeur. Il meurt quelques années après, en 1713, dans l'anonymat et le dénuement.

Arg2 : On peut gager que cela ne se serait pas déroulé ainsi en Angleterre et que tout le potentiel de l'invention de Denis Papin aurait été exploité parce que les institutions économiques anglaises étaient alors bien différentes. En effet, au cours du 17^{ème} siècle, l'Angleterre réduit considérablement les **monopoles d'État** (ou légaux) tout d'abord en votant le **Statut des monopoles en 1623-1624** qui empêche le pouvoir royal d'accorder unilatéralement des monopoles légaux puis en **abolissant tous les monopoles nationaux** sous le **long parlement qui siège de 1640 à 1653**. La disparition de ces imposantes barrières à l'entrée stimule la concurrence et donc l'innovation (**modèle Aghion-Howitt**) ce qui permet à l'économie anglaise de repousser la frontière technologique au 18^{ème}-19^{ème} siècle.

En outre, l'Angleterre s'attache à rendre les **droits de propriété** plus sûrs et plus efficaces, notamment en réorganisant les droits de propriété foncière pour permettre une utilisation rentable et efficace de la terre, ce qui passe par une rupture avec les terres communes possédées en dernier ressort par le pouvoir royal (**actes d'enclosures** qui étendent la propriété privée dans les campagnes).

L'Angleterre se dote aussi de **lois** qui incitent les agents économiques privés à investir dans les **infrastructures collectives qui accroissent le rendement des investissements privés** : il est ainsi accordé des droits de navigation aux agents économiques privés qui investissent dans les **canaux** qui élargissent la taille des marchés et réduisent les coûts de production en diminuant les coûts de distance. La rentabilité de l'investissement industriel privé, et donc **l'incitation à investir**, est également stimulée par des **mesures protectionnistes**.

Enfin, est créée la **banque d'Angleterre** en 1694 qui permet aux agents économiques, même ceux qui ne sont pas extrêmement fortunés, d'accéder aux financements et de mettre en oeuvre leurs idées.

Arg4 : Le décollage économique de l'Angleterre réside aussi grandement dans sa capacité à ériger des lois protégeant efficacement la **propriété intellectuelle**. Le statut des monopoles de 1623-1624 offre une protection aux inventeurs en leur accordant un monopole de 14 ans (rente de monopole qui est porvisoire). C'est la première forme de **dépôt de brevet**. Les innovateurs, assurés que les bénéfices de leurs découvertes leur reviendront, sont **incités à innover**. Comme le disait **Abraham Lincoln**, « **Le système de brevets a ajouté le carburant de l'intérêt au feu du génie** ». L'historien de l'économie **Joel Mokyr** dans un ouvrage qui paraîtra en français en mars 2019 intitulé *La culture de la croissance : les origines de l'économie moderne*, insiste sur une autre qualité du brevet. Pour lui le brevet ne présente pas uniquement des vertus incitatives, il **permet surtout et avant tout une diffusion de la connaissance**. En effet, le brevet constitue une rupture avec la pratique ancestrale qui consistait à préserver le secret sur les connaissances techniques acquises (des sortes de secret de fabrication). Cela constituait une **barrière à l'échange de savoirs** et donc à l'amélioration de la science et des techniques puisque le **savoir est cumulatif**. Pour Mokyr, le brevet institue une véritable **culture du partage de l'information**. Cette vertu du brevet est fondamentale

puisqu'il considère que ce sont les interactions entre la science (savoir théorique = découverte) et les techniques (savoir pratique = innovation) qui ont permis la révolution industrielle.

Enfin, l'Angleterre parvient à gérer efficacement le **dilemme du brevet** présenté par **Jean Tirole** (PN 2014) dans *Economie du bien commun* (2016) en accordant des monopoles provisoires aux innovateurs. Cette **définition du champ du droit de la propriété intellectuelle** génère une **incitation à l'innovation** et stimule de ce fait la croissance économique **tout en évitant les comportements opportunistes cherchant à renforcer les rentes de quelques-uns au détriment de tous**. Par exemple, les tribunaux anglais n'acceptèrent pas le comportement opportuniste de **Richard Arkwright** en 1775 qui avait pour volonté d'obtenir un brevet illimité qui lui donnerait le monopole sur l'industrie du filage du coton alors en plein essor.

B – Le passage d'institutions économiques extractives à des institutions économiques inclusives suppose des institutions politiques inclusives.

Arg1 : On vient de voir que le décollage économique anglais avait eu lieu en Angleterre parce que c'était le seul pays doté d'institutions économiques inclusives à l'époque. Connaissant les effets sur la croissance de telles institutions, comment expliquer que les autres pays du monde ne les aient pas adoptées ? Comment expliquer que l'Angleterre ne les ait pas adoptées avant le 17^{ème}-18^{ème} siècle ?

L'explication réside dans le fait que la croissance à la frontière technologique est une dynamique qui repose sur la **destruction créatrice**. Philippe Aghion, dans *Repenser la croissance économique* (2016) écrit ainsi : « *La croissance schumpétérienne met en scène un conflit permanent entre l'ancien et le nouveau ; elle raconte l'histoire de toutes ces firmes en place, de tous ces conglomérats qui essaient en permanence d'empêcher ou de retarder l'entrée de nouveaux concurrents dans leur secteur d'activité. On peut donc parler d'économie politique de la croissance* ». Si l'innovation génère un **surplus collectif** (davantage de PIB) elle **ne fait donc pas que des gagnants**. Ceux qui innoverent et rentrent sur le marché diminuent les revenus des firmes déjà installées, voire les font disparaître. Ces dernières font alors tout leur possible pour ériger des barrières à l'entrée afin de préserver leurs rentes. Pour cela, elles **abusent de leur position dominante** en pratiquant des prix prédateurs, en rachetant les concurrents qui émergent, en pratiquant de la vente liée, etc. Ce type de comportement est normalement encadré par une institution économique inclusive à savoir la politique de la concurrence qui se charge de lutter contre les **abus de position dominante**. Encore faut-il que puissance publique soit suffisamment puissante pour réguler les comportements des agents économiques. Par ailleurs, les firmes déjà installées sont souvent des acteurs riches et puissants qui peuvent corrompre ou acheter le pouvoir politique pour ériger des barrières à l'entrée. Il est donc essentiel que le pouvoir politique soit intègre et agisse dans le sens de l'intérêt général et pas dans le sens d'intérêts particuliers. Concrètement sans un pouvoir politique fort et soucieux de l'intérêt général, les puissants d'hier s'arrangent pour ériger des **barrières à l'entrée** qui leur permet de **préserver leurs rentes** (= **institutions économiques extractives**) mais qui **empêchent la croissance par l'innovation et donc le décollage économique**.

Arg2 : Si l'Angleterre a été la terre de la révolution industrielle, c'est parce qu'elle a su ériger cet État puissant et intègre que **D. Acemoglu et J. Robinson** désignent par le concept d'institutions politiques inclusives. Par **institutions politiques**, ils entendent les règles qui déterminent de quelle manière une société choisit les lois qui la gouverneront, la manière dont le gouvernement est choisi, qui, dans ce gouvernement, sera investi de tel ou tel pouvoir,

qui détient le pouvoir dans la société et à quelles fins ce pouvoir pourra être utilisé. Ces **institutions politiques** sont **inclusives** si elles sont i) **pluralistes** (le pouvoir politique est largement partagé entre les différents groupes sociaux qui composent la société ce qui fait que le pouvoir politique est contrôlé strictement et efficacement) et que ii) **l'État est suffisamment puissant et centralisé** pour qu'il puisse faire respecter la loi sur tout le territoire.

Après la **Guerre des Deux Roses**, Henri VII est sacré roi d'Angleterre en 1485 et désarme immédiatement l'aristocratie ce qui permet d'ériger un état puissant et centralisé. Il faudra attendre la **Glorieuse Révolution de 1688-1689** pour **mettre fin à l'absolutisme** et rendre les **institutions politiques anglaises davantage pluralistes**. Guillaume d'Orange prend alors la tête d'une monarchie constitutionnelle élaborée par le Parlement ; **il accepte que le Parlement passe au-dessus du Roi**. Voltaire avait tout à fait saisi cette vertu du système politique anglais et écrivait à cet égard « *La nation anglaise est la seule de la terre qui soit parvenue à régler le pouvoir des rois en leur résistant, et qui, d'efforts en efforts, ait établi enfin ce gouvernement sage où le Prince, tout puissant pour faire du bien, a les mains liées pour faire le mal.* » Le pluralisme politique n'est pas essentiellement garanti par l'élection libre des membres du parlement puisque moins de 2 % de la population anglaise jouit du droit de vote mais par l'existence d'un système de pétitions. De cette manière tout un chacun peut adresser une pétition au Parlement pour lui faire part de requêtes. La multiplication des pétitions contre la Compagnie Royale d'Afrique bénéficiant d'un monopole sur le commerce atlantique débouche sur l'abolition du monopole de la compagnie en 1698. On voit bien ici que des institutions politiques pluralistes sont favorables à la transformation des institutions économiques extractives (barrière légale à l'entrée) en institutions économiques inclusives (concurrence) favorable à l'innovation et à la croissance. Dans **La Grande Évasion** (2016), **Angus Deaton** souligne que c'est uniquement à partir du moment où les ouvriers furent représentés au Parlement, parce qu'on leur avait accordé le droit de vote, que des infrastructures d'approvisionnement en eau pure ont commencé à se généraliser dans les villes. C'est donc ici aussi **le progrès dans le pluralisme politique** qui a permis le **développement d'un service public** permettant aux agents économiques de développer leur capacités (capacité pour un individu de mettre en oeuvre la vie qu'il estime désirable), soit une institution économique inclusive permettant de tirer le meilleur parti des talents et des compétences des individus.

Par ailleurs, le **contrôle du pouvoir politique** par le parlement **évite** que **le Roi ne transforme les institutions économiques en institutions extractives** pour son propre bénéfice ou ceux de ses proches ou encore ceux qui pourraient le corrompre. Il évite aussi les réactions politiques d'opposition à l'innovation, maintes fois constatés dans l'histoire, parce que la destruction créatrice engendrée par l'innovation présente le risque de remettre en cause la stabilité politique et donc le pouvoir des élites.

Conclusion

Le décollage économique anglais est le produit de révolutions technologiques qui en se diffusant dans l'économie ont généré un fort accroissement de la productivité globale des facteurs. Ces innovations à portée générale ont modifié les structures de l'économie anglaise : démographie, taille des marchés, organisation des entreprises, niveau de capital humain, de capital public et de capital physique, etc. Tous ces changements en interagissant ont permis d'impulser une dynamique de croissance forte et autoentretenu qui a permis à l'Angleterre de sortir de la trappe malthusienne.

Toutefois, ce que nous venons de décrire constitue seulement la face immergée de l'iceberg. Pour comprendre les raisons profondes de tous ces enchaînements vertueux, il faut analyser les spécificités institutionnelles de l'Angleterre. Si le déplacement de la frontière technologique a été possible au 19^{ème} siècle en Angleterre c'est parce que le pays disposait d'institutions économiques inclusives favorables à l'accumulation des différentes formes de capital qui alimentent la PGF et donc la croissance de long terme. Pourtant, avant le 17^{ème} siècle, les institutions économiques étaient comme partout ailleurs plutôt extractives. Les institutions économiques ont commencé à devenir inclusives à partir de la Glorieuse Révolution de 1688 qui a institué des institutions politiques à la fois pluralistes et centralisées. Le contrôle du pouvoir politique par le parlement a permis de progressivement mettre fin aux stratégies des élites qui dressaient des barrières à l'entrée pour préserver et augmenter leurs rentes au détriment de l'intérêt collectif. Dès lors, la dynamique d'innovation était moins contrariée par les stratégies des puissants affectés négativement par la destruction créatrice. L'innovation et la destruction créatrice sortaient enfin de la cage de fer, les conditions du décollage économique étaient désormais réunies.

Aujourd'hui, la croissance économique est atone dans la plupart des pays développés. Quels sont les changements institutionnels à mettre en oeuvre pour renouer avec une croissance économique forte ?

SUJET 2 : Quel est le rôle des pouvoirs publics dans la croissance économique de long terme ?

Éléments pour l'introduction

Cadrage spatio-temporel : en fonction des références que vous mobiliserez dans la copie mais il est mieux qu'il soit le plus large possible : depuis le 19^{ème} siècle, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement.

Accroche : Constat de la faible croissance économique dans les pays développés depuis la crise de 2008

OU

A l'automne 2017, le président Emmanuel Macron a signé 5 **ordonnances visant à réformer le code du travail**. L'objectif de ces réformes est de donner davantage d'autonomie aux acteurs de la négociation collective (salariés et employeurs) en redéfinissant les modalités d'élaboration des normes qui encadrent les relations de travail. Désormais, les normes régissant la relation d'emploi devraient davantage être négociées et décidées au niveau de l'entreprise. A un droit réglementaire – uniforme, rigide et peu adapté aux spécificités de chaque entreprise – devrait se substituer un droit conventionnel, plus flexible qui renforcerait les performances économiques de l'entreprise tout en préservant le bien-être des travailleurs. En modifiant les institutions du marché du travail, le gouvernement cherche à stimuler la croissance de long terme.

Définition des termes : Pouvoirs publics = ensemble des APU centrales, locales et de sécurité sociale qui assurent selon R. Musgrave trois fonctions essentielles (allocation, redistribution et stabilisation de l'activité). Il faudra essentiellement travailler sur la fonction d'allocation dans ce sujet et un petit peu sur la fonction de redistribution. Vous n'aviez pas les armes lors du DS pour montrer qu'une des justifications actuelles de la politique conjoncturelle et de préserver la croissance potentielle.

Il faut dans cette introduction dire que la croissance désigne la hausse soutenue et durable de la production de richesse dans une économie et mentionner que ces déterminants sont l'évolution de la quantité d'heures travaillées, l'évolution de l'intensité capitaliste et l'évolution de la PGF. Sur le long terme, la croissance extensive (hausse des heures travaillées et hausse de l'intensité capitaliste) s'épuise. Pour être autoentretenu la croissance doit provenir d'une croissance de la PGF, croissance qui dépend de l'accumulation de capital technologique, de capital humain et de capital physique, ces trois formes de capital interagissant.

Problématisation: Il ne s'agit pas de se demander si oui ou non l'intervention de l'État est nécessaire pour soutenir la croissance. On part du présupposé que oui parce que les décisions économiques d'investissement dans les différentes formes de capital soutenant la croissance sont réalisés uniquement si les pouvoirs publics ont mis en place un cadre institutionnel adapté. Par ailleurs la coordination marchande de ces décisions est souvent défailante ce qui conduit à des sous-investissements et à une croissance inférieure à ce qu'elle pourrait-être. L'intervention de l'État, à travers l'accumulation de capital public est alors nécessaire. L'État doit donc intervenir et il s'agira d'expliquer pourquoi. Toutefois l'efficacité de son intervention est soumise à conditions. Il doit d'une part être capable de mettre en oeuvre l'action publique adaptée au niveau de développement du pays faute de quoi son intervention ne sera pas efficace. D'autre part, il doit assurer une bonne gouvernance de son action pour que le capital public soit performant et éviter la corruption à l'origine de barrières à l'entrée qui bloquent le processus de destruction créatrice et par suite logique la croissance économique. Bref on se

demandera pourquoi l'intervention des pouvoirs publics pour soutenir la croissance est nécessaire et à quelles conditions cette intervention est efficace ?

Proposition de plan

1 – Les pouvoirs publics jouent un rôle primordial pour soutenir la croissance de long terme

A – Les pouvoirs publics doivent fixer un cadre institutionnel favorable à l'activité économique

Arg1 : Rappeler la définition des **institutions** de **Douglass North**. Il faut dans ce devoir surtout s'intéresser aux **institutions formelles**. Il s'agit d'insister sur le fait qu'elles définissent la structure des **incitations** dans une économie. Elles ont donc tout d'abord une influence sur les **échanges** qui sont pratiqués. Si elle favorise les échanges, elles rendent possible un **accroissement de la taille des marchés** et la réalisation des **gains à l'échange** permis par la **spécialisation (Adam Smith)**. Elles vont aussi avoir un impact sur **les investissements dans les différentes formes de capital qui soutiennent la croissance économique** : investissement en capital physique pour jouer sur **l'intensité capitalistique** et investissement en **capital technologique, physique et humain** pour soutenir la croissance de la **PGF**.

Arg2 : Pour assurer ces échanges et ces investissements dynamiques qui sont à la source de la croissance économique. Les institutions mises en place par les pouvoirs publics doivent revêtir certaines caractéristiques notamment en ce qui concerne la définition et la protection des **droits de propriété**. Sans bonne définition des droits de propriété, il n'y a pas d'incitation suffisante à exploiter efficacement un bien comme le prouve la faiblesse de productivité de l'agriculture anglaise avant les **actes d'enclosures** qui s'intensifient aux 17^{ème} et 18^{ème} siècle. Par ailleurs, si les droits de propriété ne sont pas suffisamment protégés, les agents économiques ne se risqueront pas à investir puisqu'ils ne sont pas certains de percevoir les revenus générés par leurs investissements. Vous pouvez ici illustrer avec la faiblesse des investissements dans les pays où la **sécurité des biens ou des personnes est insuffisamment assurée** (par exemple certains pays africains).

Arg3 : Un type particulier de droit de propriété est particulièrement important pour assurer la croissance de long terme : ce sont les **brevets**, autrement dit des **droits de propriété intellectuelle**. La connaissance est un bien économique qui présente la particularité d'être à la fois **non rival** et **non excluable** : c'est un **bien collectif**. Puisqu'il n'est pas possible d'empêcher les individus d'utiliser ce bien par la fixation d'un prix, aucun agent économique ne sera incité à investir dans le **capital technologique** qui est pourtant si important pour la croissance de long terme. Seul, l'accord d'une protection à l'inventeur (brevet) pourra inciter des agents économiques privés à investir dans le capital technologique. Le brevet présente une autre vertu identifiée notamment par **Joel Mokyr** dans *La culture de la croissance : les origines de l'économie moderne* (mars 2019). Cet auteur considère que le brevet constitue une rupture avec la pratique ancestrale qui consistait à préserver le secret sur les connaissances techniques acquises (des sortes de secret de fabrication). Cela constituait une **barrière à l'échange de savoirs** et donc à l'amélioration de la science et des techniques puisque le **savoir est cumulatif**. Pour **Joel Mokyr**, le brevet institue une véritable **culture du partage de l'information**. Cette vertu du brevet est fondamentale puisqu'il considère que ce sont les interactions entre la science (savoir théorique = découverte) et les techniques (savoir pratique = innovation) qui permettent la croissance soutenue et durable.

Mais les brevets ne présentent pas uniquement des avantages. **Jean Tirole** dans *Economie du bien commun* (2016) souligne qu'il existe un **dilemme du brevet** qu'il faut parvenir à dépasser

ou à contenir en définissant de manière adéquate le **champ du droit de la propriété intellectuelle** (DPI) pour éviter que le détenteur du brevet abuse de son **pouvoir de marché** et adopte des **comportements opportunistes** dommageables à la **diffusion de l'innovation** et donc de la croissance économique. Vous pouvez illustrer ici avec les comportements opportunistes des **trolls de brevets** ou bien encore par la tentative d'Amazon de breveter

Arg4 : Enfin, les pouvoirs publics doivent faire en sorte que le cadre institutionnel soit favorable à **l'égalité des chances** pour permettre une **allocation optimale des ressources**, c'est-à-dire faire en sorte que les individus les plus compétents pour occuper une place dans la société puisse effectivement occuper cette position sociale. La réalisation de l'égalité des chances repose d'une part sur la fourniture de **services publics d'éducation et de santé** assurant les **capabilités** des individus (concept forgé par **Amartya Sen**, Prix Nobel 1998, désignant la capacité pour un individu de mettre en oeuvre la vie qu'il estime désirable) et d'autre part sur la lutte contre les **barrières à l'entrée**. Pour **Douglas North**, c'est l'importance des barrières légales à l'entrée (monopoles accordés par le pouvoir politique à des guildes) – et le faible respect de la propriété privée – en Espagne et en France qui explique le retard économique de ces deux pays vis-à-vis de l'Angleterre. Ces caractéristiques institutionnelles sont peu favorables à l'innovation et à la croissance. Si un agent économique est protégé de la concurrence par un **monopole légal** (c'est-à-dire accordé par le pouvoir politique), il ne sera pas incité à innover comme le montrent bien les travaux de **Howitt et Aghion** sur le **lien entre concurrence et innovation**. L'économie pâtira donc du **pouvoir de marché** dont bénéficie le détenteur du monopole parce qu'elle se verra imposée des prix élevés, une qualité faible, peu d'innovation et une faible diversité des produits. Par ailleurs, les agents économiques dans un tel cadre institutionnel auront tendance à gâcher les ressources dans des disputes pour s'approprier les **rentes** associées au monopoles légaux, conflit qui amoindrit la croissance.

B – Le rôle essentiel du capital public pour soutenir la croissance de long terme

Arg1 : Dans cette partie il faut partir du fait que la coordination marchande des activités économiques connaît des défaillances. Les économistes parlent de **défaillances de marché** lorsque le marché ne parvient pas à transformer l'intérêt individuel en l'intérêt général. Quand il s'agit d'analyser la dynamique de croissance, cela se traduit par une absence d'investissement ou du moins des investissements insuffisants dans les différentes formes de capital qui soutiennent la croissance de la **PGF** et donc la croissance de long terme: capital humain, capital technologique, capital physique. Un large panel de défaillances de marché perturbe l'accumulation de ces différentes formes de capital : ce sont les défaillances de marché liées au **biens collectifs**, aux **externalités positives**, aux **asymétries d'information** et à **l'incertitude**. **Robert Barro** considère que l'accumulation de **capital public** (ensemble des infrastructures possédées par les collectivités publiques ainsi que les services publics de santé et d'éducation) est un remède pour faire face aux défaillances de marché qui entravent l'accumulation des capitaux à la base de la croissance de long terme.

Arg2 : Développer l'exemple des **biens collectifs** : les **infrastructures de (télé)communication**, et la **recherche fondamentale**. Les infrastructures de communication et de télécommunication sont des biens en grande partie non excluables. Les utilisateurs vont adopter un comportement de passager clandestin, c'est-à-dire utiliser le bien sans payer. De ce fait la production ne sera pas rentable pour un investisseur privé. L'investissement dans ces infrastructures ne sera pas réalisé alors qu'elles sont extrêmement profitables à la société dans sa globalité (réduction des **coûts de distance** => hausse des échanges => spécialisation => **gains à l'échange** => hausse rentabilité de tous les investissements des entrepreneurs).

Puisque le marché n'est pas capable de les produire spontanément, l'État doit intervenir en prenant par exemple en charge leur production. Un raisonnement similaire peut être mené pour la recherche fondamentale. Cette dernière n'a pas d'objectif direct de rentabilité économique ce qui n'incite pas les firmes à la financer. Pourtant, cette recherche fondamentale nourrit la recherche appliquée, donc l'innovation et la croissance ce qui justifie la prise en charge publique de cette activité.

Arg3 : Les investissements dans le capital technologique, le capital humain et le capital physique génèrent des **externalités positives** de connaissances qui soutiennent la croissance économique. Toutefois, le marché ne tarifie pas ces gains permis par l'investissement ce qui conduit l'agent économique à ne pas les prendre en compte dans ses arbitrages et débouche sur des investissements insuffisants par rapport à ce qui serait optimum. Développez les exemples autour de la santé (la vaccination) et de l'éducation pour montrer que l'accumulation de capital publique (systèmes publics de santé et d'éducation) est indispensable pour soutenir l'accumulation de capital humain et donc la croissance économique.

Arg4 : L'**incertitude** et les **asymétries d'information** empêchent souvent les agents économiques d'obtenir des financements auprès des intermédiaires financiers. Il faut ici utiliser le concept de **sélection adverse** et montrer que l'accumulation de capital technologique est limitée par le fait que les start-up (qui introduisent les **innovations disruptives**) peinent à accéder au financement (pas de collatéral en garantie et forte incertitude associée à l'innovation de rupture). En France, une des solutions a été d'accumuler du capital public pour permettre à ses entreprises d'accéder aux financements à travers la création de **Bpi France** (la banque publique d'investissement qui se porte garante des projets qui sont estimés prometteurs ou qui les finance directement). Il faut aussi travailler sur le financement des études qui freine le capital humain et qui justifie un enseignement supérieur public et gratuit à l'image de ce qui peut se passer en Suède par exemple. A ce sujet, il est intéressant de lire la tribune de **Philippe Aghion** sur le site La vie des idées : [Ce que rapporte l'éducation gratuite](#).

Arg5 : Il est possible d'introduire ici quelques éléments sur les pôles de compétitivité en mobilisant les concepts de **l'économie géographique : économies d'échelle externes à la firme ; effets d'agglomération, etc.** Vous pouvez illustrer avec des pôles de compétitivité comme celui de Sophia Antipolis. Il peut aussi être pertinent de parler ici du Grand Paris.

2 – L'action publique pour soutenir la croissance de long terme : une efficacité soumise à conditions

A – Une action publique à moduler selon la distance à la frontière technologique du pays considéré

Arg1 : Les pays du monde se distinguent par leur distance à la **frontière technologique** (= niveau le plus avancé de recherche technologique ou technologies les plus efficaces parmi celle qui existent à une date donnée). Dans les **pays à la frontière technologique** ou proche de la frontière, la croissance économique repose essentiellement sur l'**innovation disruptive** et il y a **beaucoup d'incertitude** sur la voie à suivre pour garantir le progrès technique et la croissance. Dans les **pays éloignés de la frontière technologique**, les moteurs de la croissance diffèrent : c'est davantage l'**accumulation de capital physique** et l'**imitation technologique** qui soutiennent la croissance du PIB. Le **degré d'incertitude** sur la marche à suivre pour assurer la croissance est **bien moindre** puisqu'il est possible de prendre modèle sur les pays plus avancés. L'action publique pour soutenir la croissance dans ces deux situations est fort

différente : ce qui fonctionne quand un pays est éloigné de la frontière peut très bien ne plus fonctionner lorsqu'il s'est rapproché de la frontière. Les exemples du Japon ou de la France sont très parlant à cet égard. Ces deux pays avaient des institutions très adaptées au rattrapage économique et ont connu une forte croissance jusqu'aux années 1980 pour la France et 1990 pour le Japon. Mais, une fois à la frontière technologique, leur croissance s'est considérablement ralentie, leurs institutions n'étant plus adaptées à une économie dans laquelle la croissance repose essentiellement sur l'innovation de rupture. La leçon à en retirer, c'est que les pouvoirs publics doivent adapter leur action en fonction du contexte, ici la distance à la frontière.

Arg2 : Il faut d'abord montrer que **l'effet de la concurrence sur l'innovation et donc sur la PGF diffère dans les pays éloignés de la frontière et dans ceux qui en sont proches**. Philippe Aghion et Peter Howitt ont montré qu'un surcroît de concurrence dans un pays éloigné de la frontière diminue l'innovation et donc la croissance parce que les firmes n'ont pas les capacités de faire face à la concurrence. Dans ce type d'économie, il est optimal de conduire une **politique industrielle verticale** dans une logique top down pour favoriser les **économies d'échelles** et les **gains d'expérience** afin de faire émerger des **champions nationaux** qui pourront à terme être suffisamment compétitif pour s'inscrire dans la compétition mondiale. Ce type de politique industrielle passe par **une protection du marché intérieur**, des **subventions aux champions nationaux**, des **nationalisations**, de la **planification**, etc.. Vous pouvez illustrer avec les politiques industrielles menées par le général **De Gaulle et Georges Pompidou** (industries spatiale, aéronautique civile et militaire, nucléaire, pétrole, etc.) mais aussi le rôle joué par le **MITI** au Japon.

Ce type de politique industrielle ne fonctionne plus du tout dans une économie à la frontière technologique parce que la concurrence n'est plus une entrave à la croissance ; elle est désormais devenue le moteur du dynamisme économique en stimulant l'innovation (incitation à innover pour échapper à la concurrence et moindre présence de barrière à l'entrée pour les start-up introduisant des innovations de rupture). La politique industrielle menée dans une économie à la frontière doit donc évoluer afin de ne plus perturber la **concurrence**. Elle doit devenir une **politique industrielle horizontale** qui laisse le marché désigner les gagnants (parce que l'État est loin d'être moniscient), ce qui passe par exemple par des subventions adressées non pas à une firme mais à l'ensemble des firmes d'un secteur.

Arg3 : Vous pouvez aussi montrer que l'intervention publique en matière d'éducation doit aussi changer selon la distance à la frontière technologique en mobilisant les travaux empiriques de Philippe Aghion : des formations secondaires et/ou du supérieur court dans les pays éloignés de la frontière technologique et des formations du supérieur long (master-doctorat) dans les pays à la frontière.

Arg4 : Vous aviez un peu moins d'arguments avec le cours mais vous pouviez aussi parler des règles de fonctionnement du marché du travail : droit réglementaire, CDI et protection de l'emploi dans une économie éloignée de la frontière ; flexisécurité et droit conventionnel (cf. accroche) dans une économie à la frontière technologique pour faciliter la dynamique de destruction créatrice.

B – Une bonne gouvernance de l'action publique est nécessaire

Arg1 : L'accumulation de **capital public** génère des effets positifs sur la croissance en améliorant la productivité du secteur privé. Elle produit également des effets négatifs sur la croissance à travers la **désincitation** que génère le **surcroît d'imposition** qu'il est nécessaire de mettre en oeuvre pour financer cette accumulation. **Robert Barro** estime qu'il existe un

niveau optimal de capital public, à savoir une quantité de capital public pour laquelle l'avantage marginal du capital public est strictement égal au coût marginal. Par-delà ces considérations très théoriques, il faut surtout retenir qu'il n'est pas rationnel et efficace d'accumuler indéfiniment du capital public. Il est alors essentiel de bien gouverner le capital public, c'est-à-dire de s'assurer de son efficacité d'autant plus que les incitations marchandes ne fonctionnent plus dans ce cadre. Dans les PED, cela peut passer par des évaluations par expérimentations aléatoires des politiques de santé ou d'éducation pour déterminer comment conduire au mieux l'action publique. Il faut ici mobiliser en exemple les travaux d'Esther Duflo (plat de lentille comme petite incitation pour faire grandement augmenter le taux de vaccination, lutter contre l'absentéisme des enseignants dans les écoles, etc.). Pour les pays développés, vous pouvez parler de la gouvernance de l'enseignement secondaire et supérieur (Réflexions de **Philippe Aghion, Elie Cohen et Gilbert Cette** dans *Changer de modèle* (2014) : quel type d'éducation mettre en oeuvre pour augmenter les performances des élèves français à PISA ? ; quelle gouvernance de l'université mettre en oeuvre pour élever les performances de la recherche => favoriser la coopération (concurrence et coopération) entre universités ; favoriser les passerelles entre université et entreprises...)

Arg2 : La mise en place et surtout la pérennité d'**institutions économiques inclusives** indispensables à la croissance de long terme (dont les caractéristiques ont été décrites dans le 1.A) nécessitent des **institutions politiques elles aussi inclusives** selon **Daron Acemoglu et James A. Robinson** dans *Prospérité, puissance et pauvreté* (2015). Par **institutions politiques**, ils entendent les règles qui déterminent de quelle manière une société choisit les lois qui la gouverneront, la manière dont le gouvernement est choisi, qui, dans ce gouvernement, sera investi de tel ou tel pouvoir, qui détient le pouvoir dans la société et à quelles fins ce pouvoir pourra être utilisé. Ces **institutions politiques** sont **inclusives** si elles sont i) **pluralistes** (le pouvoir politique est largement partagé entre les différents groupes sociaux qui composent la société ce qui fait que le pouvoir politique est contrôlé strictement et efficacement) et que ii) **l'État est suffisamment puissant et centralisé** pour qu'il puisse faire respecter la loi sur tout le territoire. **Philippe Aghion**, dans *Repenser la croissance économique* (2016) rappelle que « *la croissance schumpétérienne met en scène un conflit permanent entre l'ancien et le nouveau ; elle raconte l'histoire de toutes ces firmes en place, de tous ces conglomérats qui essaient en permanence d'empêcher ou de retarder l'entrée de nouveaux concurrents dans leur secteur d'activité. On peut donc parler d'économie politique de la croissance* ». Si l'innovation génère un **surplus collectif** (davantage de PIB) elle **ne fait donc pas que des gagnants**. Ceux qui innovent et rentrent sur le marché diminuent les revenus des firmes déjà installées, voire les font disparaître. Ces dernières vont donc tout mettre en oeuvre pour éviter l'entrée sur le marché de concurrents qui pourraient remettre en cause leur position. Ces entreprises déjà installées vont donc avoir tendance à **abuser** de leur **position dominante** ou à essayer de **corrompre le pouvoir politique** pour obtenir des **barrières légales à l'entrée**. Il est donc essentiel d'une part que le pouvoir politique soit assez puissant pour faire appliquer la **politique de la concurrence** et d'autre part que les différents groupes sociaux composant la société soit représentés politiquement pour assurer un contrôle strict et efficace de l'État afin que ce dernier agisse dans le sens de l'intérêt général et pas seulement dans celui de l'intérêt de certaines firmes ou de certains groupes sociaux. **Philippe Aghion et Alexandra Roulet** estiment ainsi dans *Repenser l'État* (2011) que **l'approfondissement démocratique** (défense de la presse libre et indépendante, évaluation des politiques publiques, transparence de la vie publique, etc.) n'est pas du tout un luxe pour les pays riches mais une condition essentielle pour assurer la continuité de l'innovation et donc de la croissance économique.

Éléments de conclusion

Les pouvoirs publics jouent un rôle essentiel dans la croissance de long terme : tout d'abord par la définition d'un cadre institutionnel favorable à l'entrepreneuriat et à l'innovation ; ensuite par l'accumulation de capital public pour contrecarrer les défaillances de la coordination marchande des décisions économiques et ainsi éviter une sous-production des infrastructures, de l'éducation, de la santé, de la recherche fondamentale, du financement des firmes innovantes) la base de la dynamique de croissance endogène.

Si l'intervention de l'État pour soutenir la croissance de long terme est indispensable, elle doit cependant respecter certaines conditions pour être efficace. Tout d'abord, l'action de l'État doit être modulée en fonction de la distance à la frontière technologique car ce ne sont pas les mêmes types d'actions publiques (politique industrielle, politique éducative, règle de fonctionnement du marché du travail, politique commerciale, etc.) qui seront optimales dans un pays à la frontière et dans un pays éloigné de la frontière. Ensuite, l'accumulation de capital public ne peut pas être quantitativement illimitée parce que les investissements publics doivent être financés et ce financement par l'impôt constitue une désincitation. Il est donc essentiel de s'assurer que le capital public est bien gouverné d'autant plus que les incitations du marché sont absentes pour assurer un fonctionnement efficace. Enfin, les pouvoirs publics doivent s'efforcer de garantir les conditions d'une démocratie forte et ambitieuse pour éviter que l'appareil d'État serve des intérêts particuliers (par la mise en oeuvre de barrières à l'entrée) au détriment de l'intérêt général (blocage de la destruction créatrice par les barrières à l'entrée).